La marge rouge LCR

Bulletin spécial **Education Nationale** de la **Ligue Communiste Révolutionnaire** 57

Janvier 2008

Riposter tous ensemble !

En ce début d'année, l'Education Nationale est, comme les autres services publics, l'objet d'attaques répétées du gouvernement, à commencer par les suppressions de postes : 11 200 suppressions à la rentrée 2008. Comme Sarkozy veut ne pas remplacer la moitié des départs à la retraite, c'est 20 000 emplois par an qui doivent être supprimés dans les quatre années à venir, au moyen notamment d'une très nette diminution des recrutements d'enseignants. Les conséquences sont connues : diminution du nombre d'enseignants remplaçants, augmentation du nombre d'élèves par classe, suppression de nombreuses options dans les lycées.

Bac pro en 3 ans au lieu de 4 = 25% de postes en moins

Le ministère a brutalement décidé de faire disparaître les formations permettant d'accéder à un BEP en deux ans puis à un bac professionnel après deux nouvelles années d'étude. Pour Darcos, ces BEP, actuellement préparés par plus de 400 000 jeunes, doivent être remplacés par un nouveau Bac Pro, obtenu en trois ans seulement après la classe de 3ème. Il y a là, essentiellement, une mesure d'économie budgétaire destinée à supprimer des postes de professeurs de LP. Elle privera d'une année de formation des jeunes issus très majoritairement des couches populaires supprimera un niveau de qualification reconnu, le BEP, et substituera, au baccalauréat professionnel actuel, préparé en quatre ans, un baccalauréat déqualifié. Avec une réforme annoncée, du bac général, des signes inquiétants quant à la pérennité des bacs technologiques industriels c'est tout le second degré qui est en danger.

Retraites, salaires, service minimum, toujours plus de raisons de se mettre en grève !

Après la grève du 20 novembre, le gouvernement continue de refuser toute augmentation salariale... mais n'a pas oublié de donner une prime de 750€ aux chefs d'établissements et de 375€ pour leurs adjoints ! Autre provocation : la mise en place dans le premier degré, un « service minimum » : les élèves seraient accueillis, par exemple, par du personnel municipal payé grâce aux retenues de salaires des grévistes ! Si on ajoute à cette liste l'annonce d'une nouvelle contre réforme des retraites avec 41 années et ½ de cotisation... on se dit qu'**il est vain de compter les raisons de se mettre en grève jeudi.**

Le gouvernement sait qu'un potentiel de mobilisation existe dans l'éducation nationale et s'en méfie. **La grève du 24 janvier, va relancer une bataille qui ne pourra être gagnée qu'en allant vers un mouvement d'ensemble.**

Après la fusion d'Arcelor Mittal, les fusions dans l'Education Nationale !

Dans le premier degré...

Des projets de fusions d'école voient le jour en Zone d'Education Prioritaire à Borny. Cela consiste à réunir 2 écoles avec un seul directeur. Les conséquences :
- des établissements de plus de 350 élèves, l'anonymat n'étant pas un facteur favorisant la réussite scolaire.
- des équipes enseignantes de plus de 20 personnes
- des suppressions de postes
- un pas vers les EPEP (structure qui ressemble à ce qui existe dans les collèges)
- un directeur choisi par l'administration après entretien

L'Education Nationale utilise des prétextes pédagogiques pour imposer ses choix : mutualisation des moyens, plus-value pédagogique, projet d'école, ..., en affirmant que les EPEP ne sont pas à l'ordre du jour, l'inspecteur oubliant d'ajouter : « en Moselle, en 2008 ».

Dans notre secteur, comme dans de nombreux domaines, la stratégie est la même : proposer de petites expérimentations qui pourront être généralisées dans un avenir proche. Toutes les mesures annoncées, suppression de la carte scolaire, socle commun, salaire au mérite, multiplication des emplois précaires, EPEP, etc..., ont un seul but : casser le service public d'éducation dans les zones où il est indispensable. Pour toutes ces raisons, il est urgent de résister à ces attaques.

Dans le second degré... aussi

Et au pas de charge ! Retour des vacances de Toussaint, le recteur annonce la fusion de Lycées Professionnels et de Lycées Technologiques ou polyvalents dans 10 cités scolaires de l'académie rentrée 08, les CA doivent se prononcer avant noël. Le Rectorat n'essaie même pas d'habiller la manœuvre par un pseudo projet pédagogique ! Mais par contre, manie avec dextérité la carotte (si vous accepter les postes d'encadrement seront maintenus rentrée 08) et le bâton (si vous refusez, votre établissement est en danger...) Refusons ce chantage !

La sainte trinité : le sabre, le goupillon et l'exploitation !

Selon Sarkozy, « dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance ».

Non, les enseignants sont des salariés qui doivent refuser de sacrifier leurs conditions de travail et celles des élèves ! Ils doivent s'appuyer sur l'objectivité scientifique pour transmettre des savoirs, et pas des mensonges justifiant les inégalités destinés à détourner le monde du travail de la lutte contre leurs exploiteurs !

Mais dans la bouche des patrons et de leurs serviteurs, le mot « laïcité » n'est qu'une hypocrisie leur laissant les mains libres pour propager leur morale et reproduire les injustices. Notre engagement est porté par une toute autre espérance : celle d'une éducation publique rationnelle, égalitaire, pour tous, avec ou sans papiers, une école émancipatrice au service de la population dans une société libérant toutes les possibilités humaines.